

Brochure n° 3291

Conventions collectives nationales
PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE
IDCC : 1563. – **Cadres**
IDCC : 1281. – **Employés**

ACCORD DU 31 JANVIER 2018
RELATIF À LA RÉVISION QUINQUENNALE DE LA GRILLE DES SALAIRES MINIMA
NOR : ASET1850459M
IDCC : 1563

Entre :

SPHR ;

FPPR,

D'une part, et

SNJ ;

F3C CFDT ;

SNPEP FO ;

SPEP CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Au terme d'une négociation paritaire, menée dans le cadre de la révision quinquennale de la grille des salaires minima des cadres des entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale, les parties signataires ont adopté les dispositions suivantes :

1. Les fonctions et leurs définitions n'ont subi aucune modification.
2. Une nouvelle grille des salaires conventionnels minima est instaurée. Elle résulte de la mise en place d'une nouvelle valeur du point, et figure en annexe du présent accord.
3. La mise en œuvre effective de la nouvelle grille par les entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale (FPPR) interviendra le 1^{er} mars 2018.
4. Chaque collaborateur des entreprises de la FPPR relevant de la catégorie des cadres sera informé, à l'initiative de l'employeur et au plus tard dans les 15 jours précédant l'application de la nouvelle grille, de l'existence de celle-ci et de la nouvelle valeur du point.
5. Les parties signataires reconnaissent la nécessité de constituer une commission de suivi paritaire, chargée d'examiner les différends éventuels qui lui seraient soumis, pour tenter d'y apporter une solution amiable. Cette commission pourra être saisie pendant une durée de 6 mois au-delà du délai limite d'application.

6. Conformément à une pratique constante, la revalorisation conventionnelle des salaires minima introduite par la nouvelle grille de salaires dans le cadre du présent accord est sans effet sur les salaires réels pratiqués en entreprise lorsque ceux-ci sont d'un montant supérieur ou égal à ces nouveaux minima.
7. L'augmentation de la prime d'ancienneté générée automatiquement par la hausse de ces nouveaux minima ne peut être reprise sur les compléments personnels, lorsqu'ils existent.

II. – Durée et dépôt

Le présent accord national professionnel est conclu pour une durée indéterminée.

Il est déposé, avec ses annexes, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère du travail.

Fait à Paris, le 31 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE
BARÈME DES CADRES

Revalorisation applicable au 1^{er} mars 2018

Valeur du point : + 4 % soit 12,65 €.

(En euros.)

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT
Niveau I. – Cadre opérationnel		
– cadre opérationnel IA	158	1 998,70
– cadre opérationnel IB	170	2 150,50
Niveau II. – Cadre de direction	190	2 403,50
Niveau III. – Cadre dirigeant	210	2 656,50